

Dépotage des déchets de l'assainissement : Règlement pour la réception et le dépotage Sur le site

Chapitre 0 - Objet du document et définitions préalables.....	2
Chapitre I - Conditions générales d'admission	2
Article 1.1 Lieu de réception	2
Article 1.2 Conditions générales d'accès	3
Article 1.3 Apport régulier de matières admissibles.....	3
Article 1.4 Apport exceptionnel de matières admissibles	3
Article 1.5 Apport exceptionnel de matières non admissibles	3
Chapitre II - Définition des déchets admissibles.....	3
Article 2.1 Conditions générales et critères	3
Article 2.2 Type de déchet admissible	4
Article 2.3 Qualité des déchets admissibles	4
Article 2.4 Quantités admissibles.....	4
Article 2.6. Provenance des déchets	5
Article 2.7 Bordereau d'identification et de suivi des déchets liquides de l'assainissement.....	5
Chapitre III – Contrôles et conditions de refus.....	5
Article 3.1 Contrôles.....	5
Article 3.2 Conditions de refus d'un dépotage, de suspension ou de retrait d'autorisation	5
Chapitre IV - Fonctionnement	6
Article 4.1 Heures d'ouverture	6
Article 4.2 Accès au site de dépotage	6
Article 4.3 Utilisation du bordereau d'identification et de suivi des déchets liquides de l'assainissement.....	6
Article 4.4 Conditions de sécurité d'accès au site et de dépotage	7
Article 4.5 Installations	7
Article 4.6 Solutions d'interdépannage	7
Chapitre V – Tarification et facturation	7
Article 5.1 Tarification	7
Article 5.2 Facturation	8
Chapitre VI - Obligations réciproques	8
Article 6.1 Obligations de l'Entreprise	8
Article 6.2 Obligations de la Collectivité.....	8

Chapitre 0 - Objet du document et définitions préalables

..... (*nom de l'EPCI ou de la Commune*), maître d'ouvrage de la station d'épuration, est désigné(e) ci-après par le terme « La Collectivité ».

Est désigné ci-après par le terme « l'Entreprise », tout prestataire d'assainissement ayant fait une déclaration en préfecture pour l'exercice de l'activité de transport par route de déchets et agréé pour les prestations relatives à l'ANC conformément à l'arrêté ministériel du 09/10/2009.

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions techniques, administratives et financières de réception des déchets d'assainissement collectés par l'Entreprise et dépotés sur la station d'épuration.

Le protocole de sécurité "chargement-déchargement" (arrêté du 26/04/96) est un document qui définit les règles de coordination et de prévention (évaluation des risques, mesures de prévention et de sécurité). Il est établi et signé par les deux parties.

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Chapitre I - Conditions générales d'admission

Article 1.1 Lieu de réception

Adresse de la station d'épuration

Désignation du maître d'ouvrage et de l'Exploitant

Précisions sur l'implantation physique du site de dépotage

Conformément à la réglementation en vigueur, le rejet en tout autre point de la station d'épuration, des autres ouvrages de traitement ou du réseau d'assainissement est interdit.

Article 1.2 Conditions générales d'accès

Toute personne physique ou morale souhaitant accéder au site de dépotage doit être autorisée.

Elle s'engage à respecter ses obligations telles que définies dans le règlement du site.

Article 1.3 Apport régulier de matières admissibles

Toute personne morale souhaitant dépoter de façon régulière des sous-produits liquides de l'assainissement sur la station d'épuration doit adresser au préalable une demande écrite d'autorisation de dépotage à la Collectivité.

Si cette demande est acceptée, elle sera formalisée par la signature d'une convention de dépotage entre le demandeur et la Collectivité et par la signature par les deux parties d'un protocole de chargement/déchargement.

Article 1.4 Apport exceptionnel de matières admissibles

Aucun apport exceptionnel de matières admissibles (apport hors convention de dépotage) n'est autorisé sur la station d'épuration

OU

Toute personne physique ou morale souhaitant dépoter de manière exceptionnelle des sous-produits d'assainissement admissibles au sens du chapitre II, doit adresser une demande d'autorisation exceptionnelle à la Collectivité.

Si elle est accordée, cette autorisation exceptionnelle définira les conditions d'acceptation du sous-produit.

Dans tous les cas un protocole de chargement/déchargement sera établi et signé par les deux parties avant accès au site.

Les personnes physiques sont soumises aux dispositions du présent règlement au même titre que l'Entreprise.

Article 1.5 Apport exceptionnel de matières non admissibles

Aucun sous-produit non admissible au sens du chapitre II n'est admis sur la station d'épuration.

OU

Toute personne physique ou morale souhaitant dépoter un déchet non admissible au sens du chapitre II du présent règlement, doit adresser au préalable une demande écrite d'autorisation exceptionnelle à la Collectivité.

Dans ce cas, elle transmet par écrit :

- la nature et la provenance du déchet,
- la raison pour laquelle le déchet doit être traité exceptionnellement,
- la quantité de déchet,
- le calendrier de livraison envisagé.

D'autres documents peuvent être demandés par la Collectivité, en fonction du cas rencontré.

La Collectivité se réserve notamment le droit de demander un échantillon préalable avec analyses.

La Collectivité s'engage à donner une réponse argumentée au plus tard dans les 2 jours ouvrés qui suivront la réception des éléments demandés. Cet accord préalable d'autorisation exceptionnelle du déchet définira les conditions d'acceptation du déchet, en respectant ou non les conditions définies dans le présent règlement.

Dans tous les cas, un protocole de chargement/déchargement sera signé par les deux parties avant accès au site.

Les personnes physiques sont soumises aux dispositions du présent règlement au même titre que l'Entreprise.

Chapitre II - Définition des déchets admissibles

Article 2.1 Conditions générales et critères

Le déchet admissible ne devra pas contenir de substances susceptibles, notamment :

- de porter atteinte au bon fonctionnement et à la bonne conservation des filières de traitement et des déchets de l'unité (toxiques ou inhibiteurs à l'épuration...)
- de causer des dommages aux installations (génie civil, tuyauterie, matériels tournant...)

- de porter atteinte à la sécurité et à la santé du personnel du service
- de dégager directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz, des liquides ou des vapeurs toxiques.
- *à compléter si besoin*

Son acceptabilité est ensuite définie en fonction :

- du type de déchet
- des paramètres qualitatifs (résultats d'analyse) et quantitatifs (volumes à traiter)
- de la provenance du déchet,
- de la présentation d'un bordereau d'identification et de suivi des déchets liquides de l'assainissement.

Article 2.2 Type de déchet admissible

Les types de déchets admis sont :

- *les sous-produits liquides de l'assainissement, notamment..... (détail des déchets admis)*

OU

- *uniquement les matières de vidanges provenant d'installations d'assainissement non-collectif domestiques ou assimilables*

Article 2.3 Qualité des déchets admissibles

Pour préciser l'article 2.1, les déchets devront respecter les critères définis ci-dessous :

Les critères énoncés ici sont des propositions susceptibles d'être complétées ou adaptées par chaque collectivité en fonction de ses contraintes spécifiques

- *pH compris entre 5 et 9,*
- *rapport DCO / DBO5 inférieur à 10 pour les matières de vidange*
- *concentration en DCO inférieure à 60 g/L pour les matières de vidange*
- *contraintes sur la présence d'encombrants importants (cailloux) et de graisses*
- *contraintes sur la présence de métaux (ETM) et d'hydrocarbures (HAP et 7 PCB)*

Exemple de limites en ETM :

	Eléments traces métalliques						
	Cadmium	Chrome	Cuivre	Mercure	Nickel	Plomb	Zinc
Limite dans les MV (mg/l)	0,3	30	30	0,3	6	24	90

	Composés traces organiques			
	Total des 7 principaux PCB	Fluoranthène	Benzo(b) fluoranthène	Benzo(a) pyrène
Limite dans les MV (mg/l)	0,024	0,15	0,075	0,06

- *autres contraintes éventuelles à préciser*

Article 2.4 Quantités admissibles

Compte-tenu de la capacité nominale de la station, de sa charge entrante actuelle et du dimensionnement des ouvrages de réception des sous-produits de l'assainissement, la station d'épuration admet :

-m³/semaine de matières de vidange, soitm³/an, l'apport journalier maximal ne devant pas excéder.....m³ (capacité de la fosse de stockage).
- *détailler les volumes pour les autres sous-produits éventuels.*

Pour les stations avec un fonctionnement saisonnier, préciser les volumes admissibles en haute et basse saison ainsi que les dates de début et de fin de chaque saison.

Pour les matières de vidange, la capacité d'insertion des déchets dans la file eau de la station d'épuration est calculée à partir des préconisations de l'IRSTEA et ajustée en fonction de la capacité de l'ouvrage de réception.

Ainsi, si la station ne dispose pas d'un pré-traitement spécifique (oxydation aérobie ou lits de séchage plantes de roseaux), la capacité de traitement est calculée de façon :

- *à ce que la DCO apportée par les matières de vidange n'excède pas 20% de la DCO entrante à la station d'épuration avec les eaux usées collectives (charge réelle)*
- *à ce que le débit supplémentaire induit par l'apport des matières de vidange n'excède pas 3% du débit total d'eaux usées entrant à la station d'épuration*
- *à ce que les volumes reçus n'excèdent pas la capacité de l'installation de dépotage des matières*

En tout état de cause, la charge totale admise sur la station ne doit pas excéder sa capacité nominale de traitement.

Article 2.6. Provenance des déchets

Conformément aux préconisations du Schéma Interdépartemental de Gestion des Boues et Matières de Vidange, aucune limite géographique n'est imposée pour l'origine des déchets. Cependant, l'Entreprise veillera à recourir au site de traitement nécessitant le moins de transport, par rapport à la provenance des déchets transportés.

Article 2.7 Bordereau d'identification et de suivi des déchets liquides de l'assainissement

Un déchet n'est admissible que s'il est accompagné d'un bordereau d'identification et de suivi des déchets liquides de l'assainissement, dûment rempli par le producteur du sous-produit et par l'Entreprise.

Un bordereau est spécifique à un déchet et à son origine de pompage, de ce fait un seul dépotage peut faire l'objet de plusieurs bordereaux, s'il y a regroupement de plusieurs déchets ou clients dans la même citerne.

Les modalités d'utilisation du bordereau sont précisées à l'article 4.3.

Chapitre III – Contrôles et conditions de refus

Article 3.1 Contrôles

L'Entreprise doit respecter la procédure de contrôle définie par la Collectivité.

Suivant la station :

- *contrôle visuel*
- *prélèvement systématique d'un échantillon*
- ...

Article 3.2 Conditions de refus d'un dépotage, de suspension ou de retrait d'autorisation

La Collectivité peut refuser un déchet sur le site de dépotage dans les cas suivants :

Du fait du déchet :

- déchet ne répondant pas aux caractéristiques des déchets admissibles détaillées dans le chapitre II ou n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'autorisation exceptionnelle,
- déclaration erronée sur le bordereau de suivi et d'identification des déchets liquides de l'assainissement,

Du fait du site de traitement (cf. article 6.2) :

- dysfonctionnement ou saturation du site,
- encombrement du site ne permettant pas la circulation normale,
- travaux ponctuels.

En cas d'impossibilité d'acceptation temporaire liée à ces derniers cas, la Collectivité s'engage à informer les Entreprises disposant d'une convention de dépotage par mail, fax ou SMS dans les meilleurs délais.

L'Entreprise communiquera en ce sens à la Collectivité les coordonnées nécessaires et les mises à jour à intégrer si des changements sont opérés.

En cas de violation du présent règlement entraînant une perturbation du fonctionnement de la station d'épuration et/ou de la filière de traitement des boues issues du traitement ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dommages, matériels et/ou immatériels subis par la Collectivité ou les tiers, est mise à la charge de l'Entreprise ayant été reconnue responsable de faute ou de manquement.

Les frais d'établissement de la responsabilité seront également à la charge du contrevenant. D'autre part, des poursuites pourront être engagées à l'encontre du contrevenant.

Refus de traitement

Si la Collectivité constate la non-conformité du déchet après dépotage dans une fosse permettant d'isoler le déchet, le re-pompage du déchet devra être pris en charge par l'Entreprise ayant acheminé les matières dans un délai de 24 heures.

Retrait d'autorisation de déversement

Le non respect par l'Entreprise des prescriptions en matière d'apport et/ou d'utilisation des équipements et ouvrages pourra entraîner la suppression temporaire voire définitive d'accès au site par la collectivité.

Chapitre IV - Fonctionnement

Article 4.1 Heures d'ouverture

A définir par la Collectivité :

- *Horaires et jours fixes,*
- *ouvertures exceptionnelles*
- *fermetures exceptionnelles pour entretien*
- *sur RDV*
- *avec badge magnétique*
- ...

Article 4.2 Accès au site de dépotage

Le présent règlement autorise l'accès au site de dépotage, mais en aucun autre point du site de traitement.

L'accès aux ouvrages de dépotage ne peut se faire qu'accompagné d'un représentant de la Collectivité

OU

L'accès aux ouvrages de dépotage peut se faire seul dans le cadre des horaires définis à l'article 4.1.

OU

...

Article 4.3 Utilisation du bordereau d'identification et de suivi des déchets liquides de l'assainissement

Le bordereau d'identification et de suivi des déchets liquides de l'assainissement sera établi en 3 ou 4 exemplaires (volets du carnet à souche).

Si le déchet concerné est une matière de vidange, le bordereau reprendra à minima les champs mentionnés dans l'annexe 2 de l'arrêté du 7 septembre 2009. Les informations sur l'identification du propriétaire et de l'installation ne seront pas transmises à la Collectivité, conformément à ce même arrêté.

Conformément à l'arrêté du 7 septembre 2009, la Collectivité s'engage, si un agent est présent sur le site au moment du dépotage, à signer l'ensemble des bordereaux correspondant aux déchets acceptés.

En cas de non-présence, la Collectivité dispose d'un délai de 7 jours pour retourner les bordereaux signés, dont elle conserve un exemplaire. Les bordereaux non signés ne pourront donner lieu à facturation de la part de la Collectivité.

Conformément aux prescriptions du Schéma Interdépartemental de Gestion des Matières de Vidange, l'Entreprise retourne systématiquement un exemplaire du BSMV visé par le site de traitement au producteur du déchet.

Article 4.4 Conditions de sécurité d'accès au site et de dépotage

Les conditions de sécurité d'accès au site et de dépotage sont détaillées dans le protocole de sécurité « chargement-déchargement »

Ce protocole doit être réalisé et signé par les deux parties lors de l'autorisation, et dans tous les cas avant tout accès au site.

Article 4.5 Installations

L'Entreprise s'engage à laisser le site de dépotage propre et à respecter le matériel mis à sa disposition. Tout dysfonctionnement ou anomalie devra être signalé à la Collectivité

A préciser par la Collectivité :

- *Le chauffeur aura ou non la possibilité de nettoyer sa cuve*
- *Le chauffeur aura ou non la possibilité de remplir en eau sa réserve (eau potable ou non, à préciser).*

Article 4.6 Solutions d'interdépannage

En cas d'arrêt temporaire du dépotage sur les stations de.....(*liste des stations avec lesquelles l'interdépannage est possible*) (panne, maintenance, travaux), toute Entreprise disposant d'une convention avec la ou les stations arrêtées est autorisée exceptionnellement à dépoter des matières sur le site de la Collectivité, sous réserve du respect du présent règlement et dans la limite des volumes admissibles. Cette dérogation s'applique pour toute la durée de l'indisponibilité.

Avant tout apport, l'Entreprise adressera à la Collectivité une demande d'autorisation exceptionnelle de dépotage. Elle présentera à cet effet une copie de son agrément en cours de validité et de la convention de dépotage passée avec la station mise à l'arrêt.

Réciproquement, en cas d'indisponibilité temporaire des ouvrages de dépotage de la Collectivité, les entreprises pourront, suivant les mêmes conditions, s'orienter vers les sites de dépotage de..... (*liste des stations avec lesquelles l'interdépannage est possible*).

En période d'interdépannage, la Collectivité se réserve le droit de limiter les volumes admissibles des Entreprises conventionnées, afin de garantir un débouché minimum pour tous les vidangeurs en faisant la demande. Dans ce cas, la Collectivité informera les Entreprises concernées dans les meilleurs délais.

Cet article ne s'applique pas en cas d'arrêt définitif des ouvrages d'une stations d'épuration.

Chapitre V – Tarification et facturation

Article 5.1 Tarification

Les quantités dépotées sont mesurées par *pesée OU mesure du volume réel OU estimation*

Le tarif de dépotage est :

- *Préciser la tarification pour chaque sous-produit admissible.*

Ce tarif est défini par délibération de la Collectivité. Celle-ci s'engage à informer les entreprises des modifications tarifaires dès leur vote en séance.

Conformément aux préconisations du Schéma Interdépartemental de Gestion des Boues et Matières de Vidange, le tarif de traitement des matières de vidange doit se situer entre 25 et 30 € HT/m³. Cette harmonisation a pour but de limiter les transports de matières de vidange. La tarification sur le traitement des autres déchets est laissée à l'appréciation des maîtres d'ouvrage des installations de traitement.

Article 5.2 Facturation

A définir par la Collectivité

Chapitre VI - Obligations réciproques

Article 6.1 Obligations de l'Entreprise

Conformément à la réglementation, l'Entreprise doit pouvoir présenter à tout moment son arrêté préfectoral d'agrément pour les prestations relatives à l'ANC (en cas de dépotage de matières de vidange) et son récépissé de déclaration pour l'exercice de l'activité de transport par route de déchets.

L'Entreprise s'engage à respecter les conditions de dépotage des déchets telles que définies dans la présente convention. Elle s'engage à assurer la traçabilité des matières dépotées et à signaler à la Collectivité tout incident, modification de la nature des déchets ou anomalie.

L'Entreprise autorisée à accéder au site de dépotage conformément aux chapitres I, II et III, doit appliquer le présent règlement et respecter le protocole de chargement/déchargement.

De plus, l'Entreprise est tenue d'assumer la responsabilité des problèmes qu'elle-même ou ses représentants pourraient occasionner sur le site (dysfonctionnement du procédé, dégradation du matériel, ...).

Article 6.2 Obligations de la Collectivité

Sous réserve que le déchet soit admissible au sens du chapitre II, et dans les limites des conditions définies à l'article 3.2, la Collectivité est tenue d'en assurer le traitement.

La Collectivité s'engage à maintenir le dispositif de réception en bon état de fonctionnement et en particulier à garantir la disponibilité en volume correspondant aux caractéristiques de la bâche et la capacité d'acceptation de ses ouvrages de traitement.

En cas d'arrêt temporaire du service de traitement des déchets, la Collectivité se réserve le droit de limiter ou suspendre l'accès au site de dépotage et s'engage à informer au plus tôt l'Entreprise.

La Collectivité fait diligence pour remettre en service les équipements le plus rapidement possible et informe l'Entreprise des délais de reprise du service dès qu'elle en a connaissance.

Dans le cas d'une intervention programmable (maintenance, travaux), la Collectivité doit en informer au préalable l'entreprise (dates et durée d'indisponibilité) par mail, fax ou courrier, au moins quinze jours avant le début d'indisponibilité.

En cas d'arrêt prolongé, les services de l'état devront être tenus avertis.

Conformément à l'arrêté du 7 septembre 2009, la Collectivité s'engage à fournir à l'Entreprise d'assainissement une attestation des volumes dépotés sur l'année, avant le 15 février de l'année suivante.

La Collectivité s'engage à informer l'Entreprise de la réactualisation des tarifs dans les meilleurs délais après délibération.

Fait à..... le.....